

## 4 Économie

## Comité monétaire et financier national

## Régis Immongault : " La crise financière est là ! Elle est dure "

ESSONE-NDONG

Libreville/Gabon

LA situation économique du Gabon et de la sous-région est morose, en raison de la crise des matières premières. C'est, en substance, ce qui ressort des réunions, mercredi dernier, à la direction nationale de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) de Libreville, du Comité monétaire et financier national du Gabon et du Conseil national du crédit. Dirigés par le ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du développement, Régis Immongault, en présence de son collègue du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Ossibadjou, et du gouverneur de la BEAC, Lucas Abaga Nchama, les travaux ont fait le constat d'une décélération de la situation économique non seulement du monde entier, mais surtout de ses



Photo : Joe Manianga

La situation économique difficile interpelle les experts et analystes économiques et financiers.

répercussions dans l'ensemble de la sous-région de l'Afrique centrale. Cette forte atonie a d'ailleurs été prise en compte par la dernière réunion du Fonds monétaire international (FMI), qui a reconsidéré (en la révisant à la baisse) la projection initiale de croissance de 2016 de l'Afrique subsaharienne, qui passe désormais autour de 3% par rapport à 4% envisagé. "La crise financière est là! Elle est dure", a lâché Régis Immongault pour qui, de-

vant cette situation, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) subit également ce choc avec les perspectives peu reluisantes du secteur pétrolier, auxquelles s'ajoute l'incidence sécuritaire. Autant de facteurs qui obèrent la croissance et assombrissent les lendemains. Ce qui a conduit à une révision d'ensemble, qui était de l'ordre de 4% au niveau de la sous-région à 2,9% en 2016.



Photo : Joe Manianga

Les ministres Régis Immongault (au centre) et Mathias Otounga Ossibadjou dirigeant les travaux.

**GABON.** Bien évidemment, l'économie gabonaise est affectée par cette grave récession des matières premières, notamment du cours du pétrole. Cependant, a expliqué le ministre de l'Économie, les efforts du gouvernement sont appréciables, d'autant que, devait-il ajouter, « le Gabon ne s'en sort pas très mal, par rapport aux autres États de la Cemac. Mais il faut davantage de mesures, réformer l'économie, préserver la viabilité des finances publiques afin que

la situation économique gabonaise s'améliore. »

Il faut donc débusquer de nouvelles niches de croissance et poursuivre la mise en œuvre des mesures de diversification de l'économie. Les travaux ont également été centrés sur l'évaluation de la situation financière de la Cemac, notamment au niveau des avoirs extérieurs nets. Dans l'ensemble de la sous-région, on relève une érosion des avoirs nets avec une couverture de 75,6%. Ce qui

induit des besoins importants en terme de réserves nécessaires pour encourager l'économie sous-régionale et enrayer cette dégringolade inquiétante susceptible de remettre en cause la stabilité des finances publiques.

Pour les analystes, il s'agit impérativement de prendre des mesures adéquates pour impulser à nouveau la croissance et garantir un développement durable.

En ce qui concerne le Gabon, en dépit d'un taux de couverture en retrait de 15,4 points, celui-ci est porté à 69% contre 75,6% de la sous-région. Ce qui est bien au-dessus de la norme.

S'agissant du Conseil national du crédit, la réunion s'est félicitée du bon comportement des banques gabonaises. « Le système bancaire gabonais se porte très bien. Les banques commerciales gabonaises respectent le ratio prudentiel », s'est réjoui Régis Immongault.